

# INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE DES DIPLOMÉS DES UNIVERSITÉS D'ÉTATS AU CAMEROUN ET DURABILITÉ : L'OFFRE DE FORMATION ET LES COMPÉTENCES EN QUESTION

DIANE CHRISTELLE EBONG  
ATTACHE DE RECHERCHE / CAMEROUN  
CENTRE NATIONAL D'EDUCATION  
Chris\_didi@yahoo.com

## Résumé

*Depuis l'accroissement relatif à la massification des étudiants dans les universités d'Etats au Cameroun, on constate désormais une multiplication du nombre de diplômés issues de ces universités. Cependant, on ne peut nier le fait que la préoccupante situation économique laisse entrevoir un déséquilibre entre l'offre et la demande proportionnelle au surplus des diplômés par rapport à la capacité d'absorption du marché du travail. Au Cameroun tout comme en Afrique les jeunes représentent cette grande couche de la population touchée par le chômage, même s'ils sont plusieurs et pour la plupart issus des cursus universitaires variés, très peu sont penchés vers les secteurs qui phagocytent l'emploi. Il se pose un problème de défaillance dans l'offre de formation pouvant permettre aux éventuelles entreprises, de recruter sur le marché local des candidats qualifiés correspondant à leurs besoins. Dans cette logique il est utile de se poser la question à savoir comment revitaliser l'offre de formation pour des compétences utilitaires et une insertion durable des diplômés dans le milieu socioprofessionnel. Notre analyse est spécifiquement basée sur les données qualitatives recueillies auprès des individus faisant partie d'un échantillon raisonné et les résultats constatés sont analysés à la lumière de deux grilles théoriques que sont l'analyse stratégique et l'intelligence territoriale.*

**Mots clés :** *compétences, formation, insertion socioprofessionnelle, durabilité.*

## Abstract

*We notice the proliferation of graduates since the increase of student's number in public universities in Cameroon. But, we cannot denied that the economic situation suggests an imbalance between the plurality of graduates and the absorption capacity of the job market. In Cameroon as in Africa, young people represent this big part of population affected by unemployment. Although they are many who coming from various academic backgrounds, few of them leaning towards sectors that are phagiarizing employment. There is a problem in the training offer which could enable potential companies to recruit qualified candidates for their needs. In this way it is useful to ask how to revitalize the offer of training for utilitarian skills and a sustainable integration of graduates into the socio-professional environment. Our analysis is specifically based on qualitative data collected from individuals in a reasoned sample and the results are analyzed in the light of two theoretical forms: strategic analysis and territorial intelligence.*

**Keywords :** *skills, training, socioprofessionnal intregration, sustainability.*

## Introduction

Le but de toute formation demeure l'acquisition des compétences utilitaires dans le monde de l'emploi. Sauf qu'en Afrique subsaharienne tout comme c'est le cas du Cameroun, les universités d'Etats sont victimes des formations offertes. Et ceci, au

vue de la carence en débouché qu'on y dénote. Malgré la refonte liée à la professionnalisation et ainsi qu'à l'avènement du LMD depuis plus d'une décennie. La certitude des universitaires diplômés en situation de chômage, ne cesse de prendre de l'ampleur. Le manque d'attractivités des jeunes vers les métiers durables et porteurs d'emplois nous laisse partager l'avis de Fouda et Awono Onana, (2014 : 78) qui affirment : « jusque-là considérée comme ascenseur social pour les jeunes venant de toutes les couches sociales, l'université camerounaise ne peut plus jouer ce rôle ». Au Cameroun, la frustration subit par le fait de chercher un emploi, mais bloqué par la barrière compétence pour le travail en entreprise, poussent les jeunes diplômés à se tourner vers des recruteurs plus ou moins accessibles que sont, la fonction publique et les petites et moyennes entreprises. Les problématiques relatives à l'inadéquation-formation emploi ont été longtemps évoquées et traitées par plusieurs grilles d'analyses mais le résultat reste le même, aucun véritable changement palpable. La réalité est belle et bien claire, les diplômés issus des universités d'Etats sont plus exposés au chômage que tout autre type de diplômés. S'appuyant sur l'accentuation des nouveaux demandeurs d'emploi chaque année, il est évident qu'acquérir des compétences utilitaires devrait être le socle de toute formation. Cependant, de nombreuses filières issus des secteurs porteurs ont très peu d'étudiants et sont difficiles d'accès. D'où la nécessité de s'interroger sur les compétences et l'offre de formation universitaire à proposer dans une logique de durabilité.

## **Problématique**

Depuis les crises économiques et l'échec du sixième plan quinquennal au Cameroun, il y a eu plusieurs propositions sur la planification mais aucun véritable document de stratégies sectorielles ne semble atteindre les objectifs visée par la cible. L'économie semble se diriger vers une voie informelle, on note la naissance de plusieurs petits métiers. Il est indéniable que l'insertion des jeunes sur le plan économique à travers une politique inclusive sur l'emploi et la disponibilité des métiers est un défi fondamental pour accélérer la croissance et le développement. Il est donc impératif de se pencher vers les potentialités que regorgent les secteurs porteurs en définissant clairement les référentiels et en réorientant les curricula de formation universitaire. Mais dans la dynamique de notre étude, les formations qui sous-tendent tout type de développement sont censées être d'abord humaines et locales avant d'être globales. Ainsi, d'après le (PNUD, 1986) concernant le développement humain durable, il s'agit de la maximisation du potentiel humain mais également son utilisation la plus large pour le progrès économique et social. L'indice de développement humain au Cameroun est encore très faible et pourtant le Cameroun regorge pas mal d'atouts économiques à exploiter. C'est évidemment le cas de l'agriculture, de la foresterie, des mines, des pêches, de l'élevage et évidemment de l'artisanat. Pour le cas camerounais, la finalité pour les apprenants en situation de formation semble demeurer l'obtention d'un diplôme, principe inévitable de tout accès à un emploi décent. Encore qu'avec la

massification de diplômes plus académiques que professionnel, on laisse entrevoir d'énormes défaillances du système. La problématique de l'offre de formation relative aux filières généralistes dans les universités d'États au Cameroun, nécessite un réinvestissement particulier en termes de contenu de formation et de compétences, ceci de la conception, jusqu'à l'élaboration des différents curricula. Quel type de compétences mérite d'être acquis dans les contenus de formation des filières généralistes à l'université ? Comment ? Pourquoi ? Selon quelles pédagogies ? En quoi serait-ce source de créativité et d'innovation dans un pays à forte connotation agricole et forestière ? Dans cette lancée le suivi de toute formation universitaire requiert une attention particulière. Et comme le stipulent Fouda et Awono Onana, (2014), l'université camerounaise doit faire face à bon nombre de défis majeurs liés à une expansion trop rapide de la population estudiantine et à la faiblesse de son rendement extérieur.

Par ailleurs, lorsqu'on observe la situation des étudiants issus des filières ne garantissant pas l'accès à un emploi décent, il est utile de se poser la question à savoir : comment revitaliser l'offre de formation pour des compétences utilitaires et une insertion durable des diplômés des universités d'États au Cameroun ? Les questions des formations, des compétences et de durabilité semblent indéniables compte tenu des mutations socioéconomiques. Et comme le pense (Cortez, 2016), on s'aperçoit qu'on a mis trop longtemps sur l'aspect intellectuel formaliste normatif voire dogmatique pour parler plus simplement sur les théories abstraites plutôt que sur les mises en applications et l'usage des compétences qu'on est en droit légitime d'espérer tant au niveau social que personnel. Cet article se propose donc d'analyser l'offre de formation en terme de contenu en vigueur dans les filières dites généralistes, les compétences réellement requises par les entreprises sur le marché du travail, et enfin trouver des procédés pouvant booster les formations proposées, de façon qu'elles puissent devenir compétitives.

## **Contexte théorique**

Dans la perspective de notre étude, la formation s'apparente comme un placement en bourse dont l'efficacité ne peut être appréciée sans référence effective au marché du travail. D'où la nécessité de trouver des palliatifs pouvant résoudre le problème qui se pose dans ce genre de cas. Et comme le stipule si bien (Cortez, 2016) ce n'est pas l'apprenant qui mérite le désaveu et surtout la honte de son incompétence mais le système d'enseignement lui-même qui en visant fièrement sur le savoir savant réduit le disciple à un psittacisme débouchant totalement sur l'ennui puisqu'il répète mécaniquement des notions que le destinataire peut ne pas comprendre puisqu'il ne les a pas pensé lui-même. On note que certaines filières sont spécifiques au modèle de reproduction sociale. Il s'agit ici des écoles de médecine, des écoles d'ingénierie et des écoles d'enseignants qui créent un modèle de ségrégation car l'accès à celles-ci est

très sélectif. Ainsi, on est passé d'un modèle dit rationnel, à celui de regroupement d'énergies, car la société semble ne plus parvenir à se réguler, et par conséquent n'arrive plus à canaliser les énergies pour en faire une dynamique de changement social. Et comme l'atteste (Balandier, 1957), ce ne sont pas seulement les civilisations qui sont des causes, dès l'instant où on envisage le développement économique mais aussi le système des rapports sociaux, la transformation de ces derniers apparaît comme un préalable au succès de tout programme de modernisation

Pour analyser cette étude nous nous sommes basé sur le paradigme de l'analyse stratégique relative à la théorie de la sociologie des organisations de Crozier et Friedberg. Et ainsi que sur le paradigme de la territorialisation relative à la théorie de l'intelligence territoriale prônée par des auteurs tels que Janin et Grasset. Ces paradigmes ont permis de dévoiler de façon analytique les procédés pour appréhender les variables relatives à la formation et aux compétences en rapport avec l'insertion socioprofessionnelle des diplômés des universités d'Etats.

#### ➤ **L'analyse stratégique**

L'analyse stratégique est un modèle de la théorie des organisations mis sur pied par Michel Crozier et Eric Friedberg dans l'optique d'étudier le système organisationnel. Ce modèle est précisément mis en exergue dans leur ouvrage intitulé *l'acteur et le système paru en 1977*. Cette théorie met en exergue l'évidence de reconsidérer l'organisation comme un champ politique, organisé à travers des rapports de pouvoirs parmi plusieurs acteurs. L'analyse stratégique permet de faire un compte rendu du fonctionnement réel des organisations, face aux individus qui cherchent à échapper aux moyens de contrôle mis en place par le système en vigueur. Selon Crozier et Friedberg (1977 : 391) « l'analyse stratégique n'est pas uniquement une proposition théorique mais avant tout une pratique de recherche »

Dans le cadre de notre travail, l'analyse stratégique nous a permis, d'interroger les stratégies développées par les différentes classifications d'acteurs entrant dans la gestion et l'élaboration de l'offre de formation universitaire en sciences humaines et sociales, ainsi que les compétences requises par les employeurs sur le marché de l'emploi.

#### ➤ **L'intelligence territoriale**

Cette théorie telle que nous la prôtons, met en exergue le paradigme de l'école du milieu. Ici, on s'est appuyé sur la logique selon laquelle un territoire correspond à la somme des initiatives de des différents acteurs. Il s'agit, de développer des compétences dans une perspective utilitaire en fonction de la gouvernance en place. Elle est mise en exergue par des auteurs comme *Pierre Champollion, Christine Partoune, Claude Janin et Eric Grasset*. Elle est mieux explicitée par (Janin et Grasset, 2011) qui stipulent qu'à la lecture de l'histoire le besoin et la montée en puissance des compétences spécifiques à la gestion ou la mise en œuvre de projet est le phénomène le plus caractéristique de l'ingénierie territoriale, elle est observable dans l'hybridation entre savoir faire des acteurs du développement local et ceux des gestionnaires de

l'action publique territoriale au sein des intercommunalités. Selon Christine Partoune (2012 : 7) « l'intelligence territoriale est la capacité à résoudre les problèmes qui se posent sur un territoire donné ou à y développer des projets d'une manière qui soit reconnu comme valable par les personnes concernées »

Dans le cadre de notre étude, nous parlons ici d'une territorialisation des politiques éducatives qui se focalise sur le fait de penser les compétences et les formations par rapport aux réalités socioéconomiques de chaque milieu.

### **Méthodologie de l'étude**

L'enquête de terrain s'est basée uniquement sur l'approche qualitative et a été effectuée dans le département du Mfoundi, chef-lieu Yaoundé, capitale politique du Cameroun

- Les sujets

La population étudiée est constituée de quelques différents acteurs de la communauté éducative de l'université de Yaoundé I. Il s'agit entre autres, des étudiants, des enseignants et du personnel d'appui de la dite université. La population accessible ici, est constituée d'étudiants diplômés de licence de la même université, inscrit en cycle master dans les filières sciences humaines, spécifiquement en sociologie, en psychologie et en histoire. Ceux-ci parce que, pour la plupart en situation de précarité d'emploi, ont déjà été confrontés aux barrières d'exclusions socioprofessionnelles, et continuent dans le cursus supérieur en espérant un meilleur rendu. Pour ce qui est de notre échantillon, nous avons fait un choix aléatoire raisonné.

- Outils de collecte de données

Sur la base de notre échantillon, nous avons réalisé des entretiens et focus group enrichis par des recherches documentaires. Nous les avons utilisés en fonction des cibles ; respectivement un guide d'entretien pour les enseignants, un guide pour le personnel d'appui et des focus group administrés aux étudiants. .

- Analyse des données

Notre analyse basée sur les données qualitatives recueillies auprès des différentes cibles s'est faite sur l'approche de contenu. Les données ont été analysées à l'aide du logiciel CS Pro.

Notre variable principale étant l'insertion socioprofessionnelle des diplômés. Elle a été analysée en lien avec des questions portant d'un côté sur l'offre de formation et de l'autre côté sur les compétences. Ceci nous a permis, de connaître et d'évaluer la position des étudiants, concernant les difficultés relatives à leur insertion socioprofessionnelle dans le marché de l'emploi.

## Résultats et analyses

### ✚ Compétences issues des formations et une influence sur le marché de l'emploi au Cameroun.

Notre enquête nous révèle qu'au Cameroun, le type de formation et les compétences acquises à l'école ont une influence significative sur la quête de l'emploi. A cet effet, il est primordial de réorienter et de renforcer le dispositif de formation universitaire. On note que le système actuel de massification, laisse présager des faiblesses sur le long terme. Au même titre que la massification répond à la politique d'éducation pour tous, elle crée également une faille dans son opérationnalisation car, il faudra trouver des stratégies pour réinsérer les diplômés issus des filières non professionnelles en situation de chômage. D'où :

- L'importance de nouer marché du travail et formation en misant sur l'orientation scolaire

L'état des lieux sur le terrain nous renseigne davantage sur le fait que, l'offre de formation à l'université de Yaoundé 1 est bien plus généraliste que professionnelle. Se référant aux enseignants interviewés, le caractère non technique et plus ou moins cher en termes de coût de formation des sciences molles a tendance à les rendre plus accessibles et faciles que les sciences dures. Ceci, pousse la demande à être plus orientée vers les filières généralistes au détriment des filières professionnelles. Même si, dans l'optique d'offrir à chaque étudiant une ouverture sur le monde de l'emploi, le choix devrait être orienté vers les formations professionnelles ; on note par contre une suréducation dans les domaines non ouverts à l'emploi. C'est le cas des filières sciences humaines, où l'on retrouve une multitude d'étudiants. Ainsi, on peut comprendre d'emblée de jeu que, ces formations de masse entraînent une dévalorisation des diplômés dans le milieu professionnel. Et comme le confirme nos recherches documentaires, selon les pourvoyeurs d'emploi, on revient à se demander si autant des diplômés en sciences sociales et humaines reçoivent une formation de bonne qualité. Par ailleurs les étudiants enquêtés estiment que, c'est la rareté des emplois qui les pousse à se tourner vers les types de métiers disponibles. Les métiers les plus en vue sont en rapport avec la restauration, l'hôtellerie, au niveau du marché local, il y a prédominance des petits métiers en rapport avec les services à domicile (nounou, femme de ménage, blanchisseur, gardien). Or, se référant à certains auteurs, le métier serait à l'interface entre des compétences professionnelles et un travail à accomplir (Janin & Grasset, 2012). Ensuite, on observe que sur le plan professionnel des filières tendent à disparaître au profit des nouvelles. Il s'agit des filières comme secrétariat bureautique, action commerciale, etc. Ceci, en remplacement du e-marketing, e-commerce, webdesign ; mais on remarque toujours très peu de formation vers ces domaines. Serait-ce l'effet de la mondialisation ou tout simplement un effet de mode dû au changement sociétal à travers les nouveaux paradigmes ? Car on ne peut pas nier que durant une décennie, le Cameroun a vibré avec l'effet de mode dans les formations en lien avec la publicité, marketing, gestion commerciale, puis vers les formations en environnement et sécurité, et par la suite les TIC ont tiré

leur épingle du jeu mais tout cela sans véritables plan de durabilité. Toujours est-il, qu'une grande partie des formations, des compétences et d'emplois devrait être orientée vers des métiers durable en rapport à l'élevage, à la pêche, à l'agriculture ; une autre partie des métiers relatif aux bâtiments, travaux publiques, topographie, génie civil, génie rural, et une autre partie des métiers en rapport avec la santé, les mines et l'énergie du fait des potentialités que regorge le milieu.

Pour le reste, d'aucuns estiment qu'il est capital de marquer un véritable temps d'arrêt sur le processus d'orientation des jeunes bacheliers dans les universités publiques au Cameroun. Dans cette perspective, nous nous sommes posé la question suivante : ont-ils de véritables orientations sur les débouchés des différentes filières ? Il faut préciser avec assurance que, juste le fait de consulter celui en charge de l'orientation permet aux futurs apprenants d'opérer des choix réfléchis et par ricochet la non maîtrise des informations sur les filières porteuses d'emplois ou des métiers y afférent impacte de façon radicale sur le devenir de l'apprenant. Notre enquête de terrain nous révèle que les personnels chargés de l'orientation à l'université n'ont pas toujours conscience des réalités locales sur l'ouverture au monde professionnel de la filière et des risques y afférents car ils se réfèrent aux prototypes existant sur les débouchés tels que prescrits par le système. Et comme le stipule si bien certaines études (Beaucher, 2007, cité par Nguetsop & Fozing, 2016), l'élève porteur d'une aspiration professionnelle a besoin de soutien pour atteindre son but, si c'est possible pour le ramener à des proportions plus réalistes ou pour le modifier s'il est trop éloigné des possibilités de l'individu.

- La nécessité de l'alternance formation entreprise et de l'ouverture sur le numérique

Le rapport formation-entreprise dans les filières généralistes demeure un mythe au Cameroun. Très peu sont ces entreprises qui recrutent sans background, pour la plupart, on exige une expérience professionnelle minimum de 3ans. Pour certaines formations qui ne sont pas axées sur l'alternance stage université-entreprises, il ressort un problème majeur de réorientation. Les étudiants diplômés de licence en sciences humaines ayant participé aux focus group estiment que ce sont les emplois où on demande moins d'expériences et de qualifications qui sont ouverts aux jeunes et il en a va de soi du niveau de rémunération. Et comme l'affirme l'un d'eux, je cite : « nous avons l'impression que le partenariat université-entreprise est presque inexistant dans nos formations, nous sommes obligés d'essayer d'autres cursus en se retournant vers des licences professionnelles pour espérer acquérir un emploi qui n'est pas sur ». (Extrait focus group réalisés sur les étudiants en Décembre 2019).

Certains enseignants enquêtés estiment que le manque de compétences digitales et technologiques constitue des freins dans l'acquisition de nouvelles connaissances, lorsqu'on sait que les emplois de demain passeront également par la révolution numérique car, toute société devrait être connectée aux innovations de son époque. Il semble donc plus important de préparer les jeunes aux exigences futures en rapport avec le digital. Acquérir des connaissances dans les domaines relatifs aux multimédias

n'est pas un aspect non négligeable d'autant plus qu'aujourd'hui, tous les jeunes évoluent de façon connectée à travers leurs Smartphones. Pareillement, nos recherches documentaires montrent qu'avec les changements qu'on retrouve dans le numérique, la fracture entre les pays du nord et ceux du sud continue d'être un aspect sur lequel l'on devrait le plus s'appesantir dans la perspective de développement des compétences. Une étude du forum économique mondial(2017) intitulée *The future of jobs and skill in Africa*, précisait que la proportion des jeunes en Afrique titulaire des diplômes en sciences de l'ingénieur ou en sciences technologiques, a évalué à 2% la population totale d'âge universitaire sur le continent. Il en découle donc que les jeunes du supérieur se trouveront en marge du numérique et la fracture sera d'autant plus grande. Pourtant, le numérique a une importance capitale dans tous les autres métiers que ce soit l'agriculture la foresterie, les mines, etc.

- ✚ Professionnalisation accentuée et effective des offres de formations dans les universités d'Etats et incidence sur l'insertion durable des diplômés
- Réduire les effets du volet jonction d'énergie au détriment de la reproduction sociale

Notre enquête de terrain nous révèle que, certains étudiants clôturant leur cursus avec l'obtention d'une licence en sciences humaines, ne parviennent pas à s'insérer ni dans le secteur privé ni dans le secteur public, ils sont dans un système de débrouillardise, système de vacuité sans protection sociale. Ceux-ci se retournent plus vers les concours de recrutement organisés par la fonction publique, qui pour eux a une dimension plus sociopolitique qu'élitiste. On note que, les compétences à développer sont moins bien ou non véritablement définies dans les politiques publiques. Des métiers porteurs non exploités. Il en revient à se demander véritablement ce qu'il en est, de la mise en pratique des clauses de nos agendas telles que prescrites par les politiques publiques. Il faudrait donc repenser la dimension plus pragmatique que théorique de la chose. Pour les enseignants enquêtés, si l'on part de l'idée selon laquelle certaines compétences relatives aux métiers tels que ceux d'entrepreneurs, techniciens et ingénieurs exigent incontestablement un apprentissage spécialisé voire même une pédagogie adaptée et des connaissances techniques particulières ; il en va de soi que ce sont des métiers lourds de tâches. La notion d'acquisition des compétences devrait contenir d'une part, les aspects relatifs au long terme en matière de compétences durable et d'autre part, l'aspect territorial relatif aux compétences en lien avec le milieu. Aujourd'hui, l'évolution des connaissances et techniques s'avère primordiale et nécessite une certaine spécialisation. A cet effet, nous partageons l'avis de (Rubido et Hanhart, 2015 :6) selon lequel « l'employabilité passe par l'acquisition des compétences transversales en dehors des institutions de formation, toutefois, l'accès à un emploi à fort contenu technique passe principalement par une formation correspondante ». C'est pourquoi, nous pensons qu'il semble indispensable de réorienter l'offre de formation vers une professionnalisation effective de telle sorte que la formation dans les universités puisse continuer d'assurer une fonction initiale

dans le long terme tout en assurant un avenir meilleur aux générations futures. D'où l'importance de la territorialisation.

- L'ingénierie territoriale en lien avec la formation comme bien-fondé dans le développement des compétences locales

Avec l'évolution de la pratique de décentralisation, il serait important de repenser les compétences à travers les atouts des différentes régions. Il s'agit ici, des alternatives durables en termes de formation au métier. Nos recherches documentaires et nos séminaires de recherche nous démontrent qu'il est primordial d'activer les stratégies à travers les processus d'ingénierie territoriale qui réoriente la formation sur la base des spécificités territoriales.

## **Discussion**

Les théories utilisées pour notre étude étaient la théorie de la sociologie des organisations avec l'analyse stratégique et aussi la théorie de l'intelligence territoriale. On ne peut pas nier l'évidence que, notre étude peut être discutée à la lumière des autres grilles d'analyses théoriques, il faut dire que d'autres auteurs comme *Lepri et Dessagne* ont une approche bien palpable.

En effet, en analysant le cas du système d'offre de formation et les compétences en question, on peut faire le constat que ce système est bien établi avec des filières aux contenus bien élaborés au niveau de la forme. Mais cependant, l'on ne peut nier le fait qu'au niveau du fond, les acteurs des politiques éducatives sont conscients des finalités de ce système, ainsi que des débouchés des filières et des contraintes que ce système d'offre de formation fait subir aux diplômés en situation de chômage. Or, les acteurs impliqués peuvent proposer la solution de la réorientation du système lui-même.

Le futur viable ne peut qu'être atteint par un changement de comportement voire de paradigme. Et comme le stipule (Lepri, 2010), les racines de la viabilité sont avant tout locales, car cette viabilité se construit à la fois dans le contexte local tout en passant par le renforcement de la responsabilité de la collectivité locale qui à son tour passe par l'acquisition des compétences, la création des biens et services et par la participation au pouvoir de décision. Et dans le même ordre d'idée, (Dessagne, 2015) pense que la territorialisation dans le domaine de l'éducation, renouvelle les approches, et questionne à la fois la place des acteurs territoriaux dans le processus d'éducation et de formation.

## **Conclusion**

Au regard de l'étude menée, on peut dire au final que, la formation et les compétences acquises sont des aspects non négligeables dans le processus d'insertion durable des

diplômés. Toutefois, le tryptique formation-compétence-durabilité exige pas mal de réorientation dans les politiques stratégiques de l'enseignement supérieur car comme l'affirme (Come, 2011 cité par Rubido et Hanhart, 2015 : 5) « *les hautes écoles sont désormais confrontées au défi d'intégrer dans la formation des étudiants les différentes dimensions de la compétence que sont le savoir-faire, le savoir-être et les capacités cognitives* ». Cependant, il semble primordial de définir les secteurs porteurs dans les domaines précis que sont l'agriculture, la foresterie, l'économie numérique, les énergies renouvelables en passant par un listing des métiers susceptibles d'être durables. Par ailleurs, il est nécessaire de s'appesantir davantage sur la dynamique de l'ingénierie territoriale qui est de penser l'enseignement par rapport aux réalités locales et socioéconomiques de chaque milieu serait une aubaine.

## Bibliographie

- BALANDIER, G. (1957). « Les conditions sociologiques de développement », *cahiers d'études de politique étrangère*, Numéro 3, Coll Persée : Paris, p.301-310.
- BEAUCHER, C. (2007). « Des aspirations et des projets professionnels : mieux comprendre les intentions d'avenir des jeunes de formation professionnelle ». *Observatoire jeunes et société*, bulletin d'information vol 6, no4 p. 6-8.
- CORTEZ, J. (2016). « Réflexions sur la professionnalisation des enseignants de français vietnamiens », *revue du gerflint*. Numéro 8 : synergie pays riverains du Mékong.
- DESSAGNE, D. & VERGNOLLE MAINAR, C. (2015). Intelligence territoriale et éducation au développement durable : une vision systémique de l'éducation au développement durable au service du territoire. *Colloque international francophone former au monde de demain*, Chamalieres, France. <hal-01338392>
- LEPRI, J-M. (2010). L'éducation au développement durable: apprendre viablement la viabilité. *8ème Biennale de l'éducation et de la formation*. [https : // www.meirieu.com](https://www.meirieu.com)
- COME, T. (2011). « Quelles structures pour optimiser les relations universités entreprise » ? *Management & Avenir*, n°45 p 105-125
- CROIZIER, M. & FRIEDBERG, E. (1977). L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective, Paris, *Editions du Seuil*, collection Points/Essais.
- FOUDA, M. & AWONO ONANA, C. (2014). « La réforme de la gouvernance au Cameroun. In la gouvernance dans l'enseignement supérieur : quel politique avec quel effet? », *Nouvelles tendances de l'enseignement supérieur*, IPE, UNESCO : Paris France.
- JANIN, C. & GRASSET, E. (2011). Ingénierie territoriale et apprentissage collectif : de l'intelligence à la compétence territoriale, *1ère conférence intercontinentale d'intelligence territoriale*, Gatineau, Canada <halshs-00965141>
- JANIN, C. & GRASSET, E. (2012). Notion de compétence, clé de l'ingénierie territoriale *Symposium "les chemins du développement territorial"*, Clermont-Ferrand, France <halshs-00880396>

- NGUETSOP, F. & FOZING, J. (2016). « Aspirations professionnelles de jeunes bacheliers au Cameroun : l'influence de la pratique de l'orientation scolaire revisitée ». *Les cahiers du Cerfee*, Numero 42: varia.
- PNUD. (1986). human resources development and its implications, report of the administrator
- PARTOUNE, C. (2012). « Développer une intelligence commune du territoire », *Education relative à l'environnement*, volume 10, mis en ligne le 20 Décembre 2012. [http:// Journals.openedition.org/ ere/ 1059](http://Journals.openedition.org/ere/1059).
- VOIROL RUBIDO, I. & HANHART, S. (2015). « Face aux mutations des marchés de l'emploi quelles Politiques de formation », *Revue française de pédagogie*, Ens Editions n°192, p5
- World Economic Forum. (2017). « the future of jobs and skill in Africa: preparing the region for the fourth industrial revolution », Geneva: p19